

Crise au Sarkozistan

préface de
Daniel Schneidermann



arretsurimages.net

Crise au Sarkozistan

Préface de Daniel Schneidermann

Illustrations originales de Mor

© Loubiana-Arrêt sur images Janvier 2011

ISBN Le Publieur : 9782350610160

Préface

Tout a commencé par un « coup de gueule ».

Celle qui a poussé ce « coup de gueule » s'appelle Viviane Reding. C'est une commissaire européenne, cette espèce que nos ministres, tout gonflés de l'honneur de représenter un grand pays, méprisent copieusement en « off » et parfois ouvertement.

Ce soir-là, à la télévision, elle nous engueulait ferme. « *C'est une honte ! Trop, c'est trop !* », criait-elle devant les caméras. Notre pays venait d'adresser un bras d'honneur à la communauté internationale en procédant bruyamment à des expulsions de « Roms ».

« *Un ton inhabituel de la part de la Commission* », nota sobrement David Pujadas, sur France 2.

Tout a commencé ainsi : par cette saine engueulade que Pujadas appelait simplement « *un ton inhabituel* ».

Mais pourquoi était-il incapable d'appeler l'engueulade une engueulade ? De nous désigner comme ce que nous étions en train de devenir, un État voyou ?

Extraordinaire coïncidence : à l'instant même où je me posais cette question existentielle, nous recevions le premier article de l'envoyé spécial au Sarkozistan.

Cet article était stupéfiant. Il était rédigé ainsi :

« Paris, 14 septembre. Une féroce lutte de clans a éclaté à l'intérieur même du régime au Sarkozistan (Europe occidentale). Le ministre de la Police, un faucon du régime, a réécrit en catastrophe une instruction raciste, envoyée aux préfets, et révélée par un site Internet indépendant, alors que l'agence officielle n'en avait pas soufflé mot. Un autre journal indépendant révèle que le ministre de l'Immigration, autre faucon, mais opposé au ministre de la Police, a menti en prétendant ne pas avoir été alerté de l'existence de cette instruction. Ce mensonge a mis en fureur l'Union européenne, qui a fait référence aux déportations de l'Occupation, redoublant la colère du pouvoir français. Cette comparaison était évidemment excessive et stupide. Mais comme il était doux de voir une bureaucrate étrangère administrer au leader la raclée que la presse brûle de lui infliger, sans jamais l'oser à visage découvert. »

« Sur le front de la corruption, le procureur de Paris, soumis au pouvoir, vient de refuser à un juge indépendant d'enquêter sur une affaire de corruption liée à des ventes de sous-marins nucléaires au Pakistan et qui pourrait impliquer le clan présidentiel. Enfin, le chef de la police, ami d'enfance du leader français et membre de son clan, a été lui aussi pris en flagrant délit de mensonge en prétendant avoir demandé l'autorisation d'une commission officielle pour mener une enquête sur des fuites de presse dans un scandale de conflit d'intérêts mettant en cause un trafic de décorations entre un ministre et l'entourage d'une milliardaire octogénaire du cosmétique. Rival

potentiel du président, le Premier ministre, lui aussi un dur, mais aux manières plus modérées, a attaqué violemment ses propres ministres devant les parlementaires du parti au pouvoir. Dans cette ambiance de décomposition, le ministre du Travail fait passer au forceps une réforme des retraites rejetée par la majorité de la population, en s'appuyant sur une récente réforme qui limite le temps de parole de l'opposition au Parlement. »

Ce fut une illumination.

C'est donc ainsi qu'on nous voyait désormais de l'étranger ?

Depuis trop longtemps, citoyens blasés du Sarkozistan sans le savoir, nous avons perdu l'habitude d'appeler les choses par leur nom. Sévérité sur les autres, indulgence sur nous-mêmes : nous avons cessé de nous voir. Un bras d'honneur est appelé « une réponse du ministre français ». Une injure est appelée « un ferme démenti du directeur général de la police », etc. Nous ne disons jamais : le président a bafouillé, mais « *selon de nombreux observateurs (lesquels ?) le président a été jugé hésitant.* » Quant à l'Homme Fort du régime, nous persistons à le nommer par de doux euphémismes, comme « les plus hautes autorités de l'État ».

Déchirant le voile, appelant un chat un chat, cet envoyé spécial impitoyable nous révélait comme nous étions : un petit État voyou des confins de l'Europe occidentale, sans foi ni loi, multipliant les bravades à la communauté internationale. Pujadas, notre Pujadas, cessait d'être un journaliste du service public pour devenir le « présentateur de la télévision officielle ».

Les responsables de l'UMP se partageaient désormais entre « faucons » et « colombes ». On ne parlait plus de trafic d'influence, mais de « corruption ». Le procureur n'était plus dépendant de la chancellerie, mais « soumis au pouvoir ». Le ministre de l'Intérieur devenait « le ministre de la Police ».

Nous avons demandé à l'envoyé spécial de rester parmi nous quelque temps. Nous avons besoin de lui.

Il a rencontré des gens de la rue, les « Sarkozis » de base. Écluse les archives de presse. Rencontré discrètement les sources qui voulaient bien le recevoir. C'est une sélection de ses meilleurs articles, remaniés et enrichis, augmentée de nombreux articles inédits, que nous vous proposons ici.

Ces reportages, certes très durs, décrivent néanmoins une réalité complexe, différente des clichés habituellement véhiculés sur le Sarkozistan. Contrairement à ce que l'on colporte trop souvent, il existe au Sarkozistan une justice, des élections où concourent plusieurs partis et une presse qui peut donner l'apparence de la liberté. Quant à la campagne de haine contre les « Roms », si spectaculaire vue de l'extérieur, elle n'était qu'une diversion du clan au pouvoir, tremblant de se voir confronté à une révolte de la rue à propos d'une réforme des retraites contestée. Pendant cette polémique, ni plus ni moins de « Roms » qu'auparavant ont été expulsés par le petit État voyou.

Très vite, notre envoyé spécial s'est plus particulièrement penché sur cet objet étrange : les médias du Sarkozistan.

Autour de lui, en effet, il observait révolte, colère,

écœurement, délitement. Mais rien de tel n'apparaissait au journal télévisé, ni dans les colonnes des journaux.

Il s'est donc demandé s'il existe des journalistes au Sarkozistan.

La réponse est oui.

Sont-ils libres d'y travailler ?

Jusqu'à présent, une liberté formelle était maintenue.

Mais, pendant l'enquête de notre envoyé spécial, trois médias, enquêtant sur un scandale de financement occulte du parti au pouvoir, ont été victimes de mystérieux cambriolages. Les ordinateurs des journalistes ont disparu. L'objectif d'intimidation était manifeste.

Que répondit le pouvoir, interpellé sur ces cambriolages ?

Rien.

Les puissants du Sarkozistan répondent quand ils le souhaitent, et parfois jamais.

Le plus souvent, ils répondent à des journalistes choisis, soigneusement sélectionnés, sous forme de conversations privées, lors de voyages ou de délicieux déjeuners, dans des restaurants réservés à la Nomenklatura, à l'abri des oreilles indiscrètes.

Ici, dans ce mélange de connivence, d'arrogance et de crainte, commence le mystère du Sarkozistan.

C'est pour comprendre les paradoxes de ce peuple violent mais soumis, arrogant mais attachant, que notre reporter est resté plusieurs semaines au Sarkozistan, y traversant la violente crise de l'automne. Nous ne connaissons de lui que ses écrits. De quel lointain territoire étranger arrive-t-il ? Nous ne le

savons pas. Mais il nous renvoie un reflet que nous n'avions jamais imaginé. Après l'avoir lu, il vous sera difficile de continuer à nous regarder comme avant.

Daniel Schneidermann



Des lois, et de leur contournement

Dans tous les Palais de Justice du Sarkozistan trône une effigie : une déesse aux yeux bandés, qui figure la Justice. Dans la mythologie locale, la Justice est aveugle. Elle traite le riche comme le pauvre, l'ouvrier au salaire minimum comme le patron aux stock-options, le gamin des ghettos comme le policier.

C'est évidemment une farce. Et cette farce a éclaté au grand jour dans le scandale Woerth-Bettencourt, détonateur de la crise de 2010.

Comment résumer le scandale qui, pour la première fois, a étalé au grand jour la vie très secrète de l'oligarchie (île privée aux Seychelles, courses de chevaux, financement occulte de partis politiques, trafic de décorations) ?

On ne se méfie jamais assez de ses serviteurs. Un beau jour du printemps, le fidèle « majordome » d'une milliardaire octogénaire du cosmétique, Liliane Bettencourt, a décidé que trop était trop.

Depuis des années, m'ont raconté de riches bourgeois sarkozis, le feuilleton faisait les délices des « initiés ». Bettencourt, l'une des premières fortunes du petit État voyou (qui bénéficie inexplicablement, dans le monde, d'une réputation de mœurs raffinées), s'entiche d'un photographe mondain, grossier mais distrayant. Elle commence à lui donner sa fortune, par pleines poignées. La fille de la milliardaire s'inquiète pour l'héritage, et saisit la justice.

Jusque-là, les privilégiés chuchotent, mais l'affaire reste une querelle familiale. Le scandale éclate en mai 2010. Un site d'opposition publie alors les bandes des conversations de la milliardaire et de son homme d'affaires. Elles ont été enregistrées clandestinement, dans son immense villa, par un majordome outré par les manigances du photographe. Qu'y apprend-on ? Que la milliardaire fraude l'impôt. Qu'elle a embauché à son service la femme de l'ancien ministre des Impôts (il vient de changer de poste, il est maintenant chargé d'une réforme des retraites qui matraque les ouvriers, les mères de famille et les caissières de supermarché). Enfin, on apprend que le Palais est directement informé de l'empoignade judiciaire entre la milliardaire et sa fille par le procureur d'État Courroye, qui exerce sa poigne de fer sur les quartiers riches de l'agglomération de la Capitale (rues entières fermées au public, vastes villas, parcs privés verdoyants, alors que sévit dans le pays une terrible crise du logement).

Dans les semaines qui suivent, se multiplient les détails. Une ex-comptable de la milliardaire raconte